



LE POTENTIEL INEXPLOITÉ D'HAÏTI:

Une évaluation des obstacles à l'égalité de genre



WORLD BANK GROUP

© 2023 Banque internationale pour la reconstruction et le développement /
La Banque mondiale

1818 H Street NW Washington DC 20433

Téléphone : 202-473-1000

Internet : www.worldbank.org

Le présent ouvrage est un produit de l'équipe de la Banque mondiale accompagnée de contributions externes. Les résultats, interprétations et conclusions exprimées dans cet ouvrage ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque mondiale, de son conseil d'administration ou des gouvernements qu'elle représente.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude, l'intégralité ou l'actualité des données comprises dans ce travail et décline toute responsabilité pour toute erreur, omission ou divergence dans les informations ou responsabilité en ce qui concerne l'utilisation ou la non-utilisation des informations, méthodes, processus ou conclusions énoncées. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations illustrées sur les cartes de cet ouvrage n'émettent aucun jugement de la part de la Banque mondiale quant au statut juridique d'un territoire quelconque ainsi que l'approbation ou l'acceptation de ses frontières.

Rien du présent document ne constitue ni ne peut être interprété ou considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, qui sont tous spécifiquement réservés.

Droits et autorisations

Le matériel de cette œuvre est soumis au droit d'auteur. Étant donné que la Banque mondiale encourage la diffusion de ses connaissances, cet ouvrage peut être reproduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que cette œuvre soit pleinement attribuée.

Toutes questions sur les droits et licences, y compris les droits subsidiaires, doivent être adressées à *World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA* ; fax : 202-522-2625 ; e-mail: pubrights@worldbank.org

Remerciements

Cette étude a été préparée par l'équipe de la Banque mondiale qui travaille sur la pauvreté et les pratiques d'équité mondiale, dirigée par Gustavo Javier Canavire Bacarreza, Isis Gaddis et Olive Nsababera. L'équipe était formée de Paola Buitrago Hernandez, Erin K. Fletcher, Marlen Cardona et Melissa Badio avec des contributions de Sarah Sebbar et Naraya Carrasco. Le travail a été effectué sous la direction de Lilia Burunciuc, Directrice pays pour les pays de la Caraïbes; Ximena del Carpio (précédente responsable du programme sur la pauvreté mondiale et les pratiques d'équité) et Carlos Rodriguez Castelan responsable du programme sur la pauvreté dans le monde et des pratiques d'équité; Laurent Msellati, représentant résident; Javier Suarez, chef de programme pour l'équité, la finance et les institutions ainsi que Timothy A. Johnston chef de programme pour le développement humain.

L'équipe a reçu de précieux conseils et des commentaires de Miriam Muller ainsi que de Daniel Kirkwood, et des spécialistes sectoriels de la Banque mondiale qui ont apporté leur connaissance aux recommandations de politiques générales définies dans ce rapport: Cornelia Tesliuc, Malaika Becoulet, Xavier Espinet Alegre, Manuel Contreras Urbina, Mariana Vijil, Marvin Ploetz, Naraya Carrasco, Viviana Sandoval Sierra, Niki Angelou, Stephanie Nsom, Quynh Nguyen, Axelle Latortue, ainsi que les représentants de diverses institutions à savoir: *UN Women*, *UNFPA*, *Neges Mawon*, *WE ARE WOMEN ORG*, Refuge des femmes, Ligue Haïtienne des Femmes pour le Renouveau, Plateforme Genre du Nord-Ouest, Mouvement des Femmes visionnaires d'Haïti et la Chambre de Commerce des Femmes d'Haïti. Pamela Gunio a supervisé le processus administratif avec l'aide d'Iris Teluska ; Sara Ochoa était la chargée de conception.

Résumé Analytique

Tandis que le monde entier a eu à s'occuper de la mortalité, de pressions sur les systèmes de santé et des conséquences économiques de la pandémie de la COVID-19, Haïti a en outre été secoué en plus par des séismes, des cyclones et des bouleversements politiques ces dernières années. Ces chocs s'ajoutent aux fragilités existantes, ce qui aggrave les dangers pour les populations marginalisées, vulnérables et a retardé les progrès vers l'égalité des genres. Cette évaluation de genre s'efforce de décrire la situation pour ce qui est de la manque d'harmonie et d'égalité entre hommes-femmes en Haïti à la suite de cette période difficile. Traditionnellement, Haïti est à la traîne en ce qui concerne l'égalité des genres, par rapport à ses pairs dans le bassin Caraïbes et les événements récents n'ont fait qu'aggraver les inégalités existantes. Cette évaluation porte un regard étendu et profond sur Haïti malgré un contexte de données limitées, basé sur diverses sources afin d'identifier les écarts et inégalités hommes-femmes. Ce rapport peut servir d'opportunité et de point de départ dans l'élaboration de politiques générales à l'avenir.

La plus grande partie de cette évaluation examine les dotations en capital humain, les opportunités économiques, la voix et l'agence selon les lignes de l'Étude de développement mondial 2012 (Banque mondiale 2012) ainsi que la stratégie de genre du groupe de la Banque mondiale (Banque mondiale 2016). La deuxième partie de ce rapport analyse chacun des quatre sujets principaux en détail, pour identifier les disparités et barrières à l'égalité hommes-femmes par l'examen de données et documents pertinents.

Plusieurs observations clés ressortent de la première partie, ou du bilan, notamment que les femmes sont désavantagées dans de nombreux domaines, cependant les hommes courent le risque de passer en arrière aussi. Quelques constats majeurs:

- En général le niveau d'éducation est faible parmi les Haïtiens, cependant les écarts de genre dans les inscriptions scolaires du secondaire et dans l'enseignement supérieur ont été inversés aux niveaux les plus élevés, avec des taux de décrochage scolaire plus élevés pour les garçons, ce qui les rend plus vulnérables aux risques liés à un faible niveau d'éducation.

- Avec un risque à vie de décès maternel de 1 sur 67 (en 2017), les femmes en Haïti ont le second taux de mortalité maternelle le plus élevé du monde hors l'Afrique subsaharienne (après l'Afghanistan).
- Selon les dernières données disponibles (de 2017), une femme sur quatre, âgée de 15 à 49 ans, a subi des violences de son partenaire intime et de nombreuses femmes ne peuvent pas décider de leur propre soin de santé ou dépenses.

S'agissant de l'analyse ciblée, la première analyse approfondie sur l'accès au marché du travail décrit les inconvénients majeurs auxquelles les femmes sont confrontées quand elles entrent dans le marché du travail. Outre une forte ségrégation sectorielle de genre, les possibilités pour les femmes d'avancer sont limitées par leur faible niveau d'instruction, le peu d'opportunités de travail dans le secteur formel ainsi qu'une culture d'impunité autour du harcèlement sexuel. Il faut aussi prendre en compte la manière dont la pandémie a diminué la participation des femmes sur le marché du travail. Il y a un accent particulier porter aux madan saras, des femmes commerçantes qui relient les zones rurales aux marchés, assurant ainsi l'accès des marchandises à beaucoup de personnes, mais souvent elles sont exposées à l'insécurité.

Haïti a un environnement législatif et réglementaire modérément égalitaire avec plusieurs lois essentielles en place afin d'appuyer l'égalité entre les sexes, mais il manque de codification et de mise en application dans certains domaines. Haïti se classe derrière ses voisins de la Caraïbes en termes de législation sur l'égalité des genres, mais même quand la législation appui l'égalité homme-femme, l'application de ces lois est perçue limitée. Haïti a de bonnes lois qui donnent accès au foncier et aux actifs, interdisent le harcèlement sexuel, définissent des quotas par genre pour les postes de l'administration publique et donnent même quelques congés de maternité mais elles ne sont pas respectées. La mesure dans laquelle l'Haïtien moyen peut accéder aux recours juridiques est probablement très faible, ce qui restreint la capacité de ces lois à contribuer à l'obtention des résultats en matière d'équité de genre.

Les normes sociales et les vues individuelles sur l'égalité de genre peuvent aussi dicter les comportements et aboutir à des résultats sociaux vers l'équité de genre, jusqu'à un certain point. Nous remarquons que les jeunes Haïtiens sont plus ouverts à l'égalité de genre, selon les données passées qui doivent être mise à jour afin de comprendre la situation actuelle.

Un examen des comportements à risque et des problèmes de santé qui en résultent montre que même si les femmes sont plus susceptibles d'être victimes

de violence domestique, les hommes adoptent des comportements plus risqués comme le tabagisme et ont une espérance de vie plus courte. Ils est inquiétant en Haïti pour les garçons, où l'abandon scolaire est lié à des taux de criminalité plus élevés et à l'association avec les gangs. Pour les filles, le décrochage scolaire est lié aux grossesses précoces et aux mariages, lesquels comportent des incidences sur la santé. Les garçons sont plus susceptibles d'utiliser l'alcool et la drogue tandis qu'il est plus probable que les filles et les femmes soient victimes de violence de leur partenaires intimes.

Durant les 15 années écoulées, Haïti a subi une série de catastrophes naturelles dévastatrices, exigeant des coûts économiques et humains élevés. Les normes sociales répandues et les inégalités de sécurité économique rendent des groupes déjà marginalisés plus vulnérables. Les femmes sont particulièrement vulnérables lors des désastres en raison de leur manque d'accès aux informations, manque de préparation et de planification inclusive. La situation géographique d'Haïti l'expose beaucoup aux désastres naturels et aux changements climatiques. Ces deux derniers accentuent la nécessité de déterminer les besoins des femmes pour empêcher d'avantage leur marginalisation.

Améliorer les opportunités pour les femmes et réduire les disparités hommes-femmes nécessite des politiques générales bien conçues et généralisées pour faciliter l'accès au marché du travail pour les femmes, améliorer la sécurité et la sûreté de la main-d'œuvre ainsi que dans l'ensemble de la société pour les femmes entrepreneurs et pour tous les Haïtiens; encourager l'éducation de qualité et renforcée pour tous ainsi qu'appliquer les lois afin de promouvoir l'équité et les chances hommes-femmes. Le contexte actuel rend inutile la mise en place de politiques générales à long terme afin de faire des progrès vers l'égalité des genres, mais les organisations d'aide, les organisations de femmes ainsi que d'autres organisations locales peuvent mettre en œuvre des programmes et encourager le gouvernement là où il fonctionne d'adopter des politiques générales à court-terme afin d'alléger les contraintes pour les femmes et rendre la réponse aux désastres plus équitable pour les hommes et les femmes. L'évaluation revoie ces politiques plus en profondeur, met en exergue les politiques qui sont faisables et ont démontré qu'elles ont pu être mise en application dans des situations fragiles, celles qui requerront des investissements sur à long terme et des institutions stables pour les mettre en place. Mettre un nouvel accent pour s'assurer que les hommes et garçons ne sont pas délaissés est important dans l'élaboration de politiques généralisées. Il n'y a pas de recettes ou solutions miracles, mais l'évaluation de genre fournit un outil descriptif pour comprendre les défis à l'horizon.

Références

Banque mondiale. (2012). World Development Report 2012. Gender Equality and Development. World Bank, Washington, DC. Retrieved from: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/4391>

Banque mondiale. (2016). Gender Equality, Poverty Reduction, and Inclusive Growth: 2016-2023 Gender Strategy. World Bank, Washington, DC. Retrieved from: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/820851467992505410/pdf/102114-REVISED-PUBLIC-WBG-Gender-Strategy.pdf>

